



HAL
open science

La mémoire de l'oubli, une forme de résistance à la résilience

Cécile Asanuma-Brice

► **To cite this version:**

Cécile Asanuma-Brice. La mémoire de l'oubli, une forme de résistance à la résilience. Après le désastre. Réponses commémoratives et culturelles., 2016. hal-02572991

HAL Id: hal-02572991

<https://hal.science/hal-02572991>

Submitted on 26 May 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Après le désastre

Réponses commémoratives et culturelles

Death & Life Studies and Practical Ethics
Graduate School of Humanities and Sociology
The University of Tokyo

La mémoire de l'oubli – Une forme de résistance à la résilience

BRICE, Cécile

Chercheur associé au centre de recherche de la Maison Franco Japonaise

L'activisme négationniste

Le travail de mémoire est primordial dans la situation présente car nombreux sont les travaux négationnistes qui visent à nous plonger dans l'oubli. Je pense parmi eux au reportage intitulé *Fukushima, Mythe et réalité* du 26.03.2012 dans lequel le Dr Malcolm Crick, premier secrétaire de l'UNSCEAR, Comité Scientifique des Nations Unies sur les Effets des Radiations Atomiques fondé par l'Assemblée Générale des Nations Unies en 1955, nous explique qu'« *après Tchernobyl, le seul impact sur la santé que nous ayons vu a été plus de 6000 cancers de la thyroïde parmi les gens qui étaient enfant au moment de l'accident (...), parmi ces 6000 cas ou plus, peut être 15 sont décédés (...) ce n'est pas une maladie très mortelle*¹. ».

Nous savons que ces estimations quant au nombre de morts ont été contestées par l'Union of Concerned Scientists (qui annonce 25 000 morts), ou par l'Académie des sciences de New York (qui en annonce entre 211 000 et 245 000, 15 ans après la catastrophe).

Cet activisme révisionniste est particulièrement agressif ces derniers temps, notamment en France. Son but semble être de permettre la continuation de l'industrie nucléaire, non pour des raisons de gains économiques, car on sait maintenant que cette industrie est bien plus coûteuse qu'elle ne rapporte (cf

1 <http://www.youtube.com/watch?v=tAGe18uftmI>

le rapport de la cours des comptes de janvier 2012, ou l'article du Monde 19.07.2012 concernant les répercussions des coûts d'investissements dans les équipements nucléaires sur le coût de la consommation de l'électricité : *La facture d'électricité des français augmenterait de 50% d'ici à 2020* en raison des investissements planifiés dans le nucléaire), mais à des fins militaires car l'arme nucléaire apporte un pouvoir absolu aux pays qui la possèdent, celui de vie et de mort sur quiconque.

Cette arme nécessite un savoir technologique que l'on ne peut développer que par le biais d'expérimentations extrêmement coûteuses et par le maintien d'un entraînement des scientifiques du nucléaire qui nécessite la présence d'équipements sur le territoire national. Pour ce faire, un pays a besoin d'utiliser les finances nationales composées des ressources d'imposition. Il s'agit alors de faire accepter cette nécessité auprès de la population. Comment l'arme nucléaire peut-elle être acceptée par des populations qui en ont été victimes comme les japonais, si ce n'est en justifiant la nécessité du nucléaire comme ressource énergétique indispensable. Nous avons pourtant pu voir que depuis deux ans, sans une seule centrale en activité ou la remise en activité de seulement deux d'entre elles sur les 54 qui se voulaient indispensables, les écrans géants de Shibuya nous éclairent toujours de mille feux de jour comme de nuit...

Les paradoxes de l'oubli

Pourtant, cette volonté de l'oubli nous renvoie à de nombreux paradoxes :

comment peut-on parler d'énergie nucléaire « propre » au regard de la contamination environnementale engendrée (cf carte de la contamination), tant lors des accidents que des essais nucléaires ou encore des expérimentations. Rappelons que le prix Nobel japonais de physique, M. Masatoshi KOSHIBA s'est récemment (le 1^{er} mars 2013, journal Mainichi) opposé aux projets d'expériences sur le deuterium dans les centres de recherche de fusion nucléaire dans une lettre ouverte au gouvernement, les mesures de protection de la population contre

l'irradiation engendrée par ce type d'expérimentation n'étant absolument pas rassemblées selon lui².

comment peut-on évoquer la « sécurité » des centrales et prôner, comme lors de la conférence de l'AIEA de décembre dernier, « plus jamais deux fois Fukushima » alors qu'il y a déjà eu 3 accidents majeurs (Three Miles, Tchernobyl, Fukushima...) et que des scientifiques ayant passé la totalité de leur vie professionnelle de chercheur dans le nucléaire, comme Jean-Louis Basdevant (polytechnique, dans son livre paru en 2012 : *Maîtriser le nucléaire, sortir du nucléaire après Fukushima*), affirme que nous ne maîtrisons pas cette énergie et qu'elle est un danger aujourd'hui pour l'homme ?

Le devoir de mémoire est donc indispensable si l'on veut éviter d'être victime des mensonges qui se chargent du contrôle des esprits. Il semblerait néanmoins que des forces contraires se mettent en œuvre, et je vous propose de les analyser au cours de cet exposé.

Le domaine de la psychologie nous a montré combien vivre dans l'angoisse et l'insécurité permanente, était insoutenable pour l'être humain durant une longue période, et c'est ce biais qui semble être utilisé, tant à Tchernobyl qu'à Fukushima, par les institutions qui ont opté pour la poursuite du nucléaire en minimisant les conséquences de l'explosion de la centrale. Tout semble mis en place pour rassurer la population et pour la fixer sur les lieux de l'accident, combien même ceux-ci seraient contaminés, afin d'empêcher les mouvements de population qui pourraient être engendrés par la peur du danger, celui-ci fut-il réel. Ce processus est celui de la *résilience* qui est maintenant prôné de toute part.

2 <http://mainichi.jp/select/news/m20130301k0000m040153000c.html>

La résilience ou l'art du « faire avec... »

Récemment, de nombreuses études sur Fukushima évoquent la méthode de la résilience comme une solution. Le dernier livre blanc du Ministère de la recherche et de l'éducation est titré "*Toward a robust and resilient society*".

À l'origine, le terme de résilience vient de la physique où il désigne la résistance d'un matériau à un impact extérieur. Les premières expériences dans le domaine de la psychologie datent de 1939-1945 (Werner and Smith). Boris Cyrulnik³ développe le concept de résilience en psychologie, via l'observation des survivants des camps de concentration, et de divers groupes de personnes incluant les orphelins en Roumanie ou les enfants de la rue en Bolivie.

Partant de cette perspective, une communauté résiliente peut être considérée comme une communauté qui aurait la capacité de continuer à vivre, travailler, croître, se développer après un traumatisme ou un désastre. Une communauté résiliente est donc un groupe de personnes organisé et structuré pour s'adapter au changement, surpasser les traumatismes tout en maintenant une cohésion dans un lieu donné.

Il s'agit de savoir, dans la situation présente : Qui décide de ce qui doit être résilient à quoi ? Pour qui la résilience est-elle organisée et à quelles fins ? Qu'est ce que cela signifie que de proposer l'outil conceptuel, comme pratique de la résilience pour la population de Fukushima, dont la plupart souhaite pouvoir avoir droit au refuge, mais ne peut le réaliser.

L'illusion de la sécurité : rassurer pour mieux mettre en péril ?

Dans le cas de Fukushima, les mesures prises pour fixer les populations et ainsi mettre en œuvre la résilience sont les suivantes :

la construction des logements provisoires sur les zones contaminées. Si, dans un premier temps, on pouvait évoquer la précipitation, on peut

3 Boris Cyrulnik, *Resilience: How your inner strength can set you free from the past* Tarcher, 320 pages, 2011.

s'étonner du fait que deux ans après, les populations n'aient toujours pas été relogées ailleurs.

la sous estimation du nombre de réfugiés : le nombre de réfugiés volontaires semble en croissance permanente si l'on en croit les associations citoyennes de gestion des réfugiés. Ce sont au total 63 960 personnes qui seraient réfugiées hors du département de Fukushima, alors que 100 000 le seraient dans les zones moins contaminées à l'intérieur du département selon les autorités. La voix des associations vient néanmoins s'opposer à celle des autorités publiques selon lesquelles le nombre de personnes réfugiées serait en diminution. Il s'agit avant tout de générer un élan de retour, de rassurer les personnes encore sceptiques en leur montrant que les « autres » commencent à rentrer et qu'ils feraient bien d'en faire autant. Le chiffre annoncé reste largement sous-estimé si l'on en croit l'Association des réfugiés volontaires⁴. Cette association regroupe 35 ménages réfugiés dans le département du Yamagata. Tous habitaient dans la ville de Fukushima. Ils réclament le droit au suivi sanitaire, au refuge et à des indemnités leur permettant de pouvoir se reloger. Les représentants de cette association ont cherché à comprendre la façon dont les statistiques sur le nombre de réfugiés étaient élaborées. Les réfugiés doivent d'eux-mêmes se rendre dans les bureaux du département et s'inscrire dans le « système d'information concernant les réfugiés » (*Hinansha jōhō shisutemu*). Ce système étant inconnu de la population, les inscriptions sont très peu nombreuses. Selon les propos des représentants de l'association, aucun des 35 ménages membres de l'association n'y est enregistré à ce jour.

le refus de la mise en place du refuge : Les personnes réfugiées pour fuir le danger de la radioactivité sont qualifiées de « réfugiés volontaires »

4 Entretien, 4 novembre 2012.

et relèvent de la loi « pour la protection sanitaire des enfants » votée par la Diète en Juin 2012. Cette loi a été élaborée par l'« Assemblée des citoyens » composée de diverses associations de citoyens et de juristes. Néanmoins, elle reste vide de toute prérogative n'étant pas accompagnée d'un système d'indemnisation financière permettant la réalisation concrète du refuge.

la gratuité du suivi sanitaire assurée que si l'enregistrement de la résidence dans le département de Fukushima est maintenu, ce qui engendre l'impossibilité de scolarisation des enfants dans un autre département ;

la fin de la gratuité des logements publics mis à disposition dans les 23 départements du pays le 28 décembre 2012⁵.

des aides sont programmées pour le refuge dans le département de Fukushima (appel au retour des populations),

parmi les autres mesures visant à promouvoir la « renaissance » du centre urbain de la ville de Fukushima, des événements culturels sont organisés chaque week-end sur la place du centre ville⁶.

la mesure : instauration de postes de mesure de la contamination au sein du département, installés à plus d'un mètre du sol, voir sur des plaques de fer, etc. produisant ainsi des chiffres inférieurs à la réalité dans le but de rassurer les habitants

5 *Fukushima Minpo*, 13 novembre 2012, « Aide aux réfugiés volontaires dans le département aide aux enfants et femmes enceintes le département met à disposition des logements loués dans le secteur privé ».

6 Entretiens ABC, Fukushima, octobre 2012.

le nettoyage/décontamination des sols (ou nettoyage des esprits) : une vaste campagne de « nettoyage » des sols a été lancée. Selon le rapport du 29 octobre 2012 relatif à la reconstruction de Fukushima, réalisé par les services du département, 281 milliards de yens (soit 3 milliards d'euros) y seront consacrés. Aujourd'hui, l'efficacité de ce nettoyage reste en cause (voir à ce sujet l'étude réalisée par la CRIIRAD à Oguni par B. Chareyron et le CRMS W. Iwata, qui via *L'exemple de la maison de m. et mme Ookawara à Oguni, dans le district de Date* qui a fait l'objet de décontamination démontre que "les travaux de décontamination ne permettent pas de résoudre totalement les problèmes, d'abord parce que même si les environs immédiats d'une habitation sont décontaminés, ce n'est pas le cas des lieux de travail, des champs et de l'environnement global. Ensuite, parce que même en se focalisant sur la seule maison d'habitation, il est pratiquement impossible – pour les territoires fortement contaminés - de ramener les taux de radiation au niveau naturel."

Rappelons que les travaux de décontamination consistent à passer les maisons au jet d'eau, à couper les feuilles des arbres, et à racler quelques centimètres de terre entreposés dans des sacs amoncelés de part et d'autre. Si le taux de contamination baisse sur le moment, il remonte à la première pluie. Le nettoyage d'une habitation revient en moyenne à 500 000 JPY (soit 4 720 euros) et est à la charge de l'habitant⁷. Autant dire que c'est aujourd'hui un marché fabuleux qui s'est ouvert pour la main d'uvre du bâtiment, une aubaine qui permet enfin de sortir de la crise de la construction qui sévit depuis 2007.

La minimisation des risques sanitaires par des enquêtes dont les résultats sont sous évalués : le 13 février 2013 les résultats de la 2^{nde} commission sanitaire menée par Shunichi Yamashita directeur de la section

7 Entretien ABC, octobre 2012 de M. Ueno réfugié avec sa famille en Hokkaidô.

médicale de l'université de Fukushima, ont été rendus publics. Il en résulte l'opération de cancer de la thyroïde déclaré chez trois enfants d'en moyenne 15 ans et la suspicion de cancer chez 7 autres sur un échantillon de 38 114 personnes. Le taux naturel de cancer de la thyroïde chez l'enfant est de 1 à 3 cas sur 1 000 000⁸. Malgré cela, ou en raison de la perspective d'un trop grand nombre de cas de cancer de la thyroïde, le gouvernement japonais a pris la décision de limiter dorénavant les enquêtes sanitaires à certains lieux de provenance des habitants et certaines classes d'âge⁹.

Cette décision est encouragée par le dernier rapport de l'organisation mondiale de la santé (WHO)¹⁰, dont on sait qu'elle est liée par contrat avec l'AIEA (l'Agence Internationale de l'Energie Atomique) à laquelle elle promet obéissance et soumission depuis 1959. Ce rapport qui limite l'accroissement du taux de cancer conséquent à l'accident de la centrale aux villes qui en sont à proximité, n'ont pas pris en compte, dans leur calcul les simulations comme celle réalisée par le Professeur Takigawa, ingénieur à la JAMSTEC (Japan Agency for Marine-Earth Science and Technology), qui démontre¹¹ la retombée d'iode lors des explosions non seulement sur les villes de Namie et Iitate certes citées comme zone à risque dans le rapport de WHO, mais également suite à l'explosion du 14 mars 2011, tout le long de la côte au sud, ce qui n'a pas été considéré dans les calculs des experts composant la commission chargée de la rédaction du rapport pour l'organisation mondiale de la santé (WHO).

8 <http://www.jacr.or.jp/topics/09radiation/03.html>

9 Article Asahi du 20 février 2013 : <http://apital.asahi.com/article/story/2013022000012.html>

10 Cf. rapport WHO du 28 février 2013.

11 東日本大震災「空白の初期被ばく～消えたヨウ素 131 を追う～」, diffusé par NHK le 12 janvier 2013.
http://www.youtube.com/watch?feature=player_embedded&v=-qa5rnoIosk#!

Fukushima, un nouvel holocauste ?

Parmi les personnes réfugiées que nous avons interviewées lors de notre enquête pour un rapport rendu au CNRS en décembre 2012 intitulé : *Quelle protection humaine en situation de vulnérabilité totale ? – Logement et migration intérieure dans le désastre de Fukushima* –, un certain nombre d'entre eux ont fait référence à l'holocauste de la seconde guerre mondiale pour décrire la situation actuelle. Il s'agissait d'exprimer le fait que l'on cherche à localiser, à délimiter, à enfermer dans un lieu circonscrit (comme dans un camp) l'insoutenable afin que ceux qui se trouvent à l'extérieur puissent oublier et continuer sans avoir à s'interroger sur cet insoutenable qui pourrait bien être le leur demain. Il fallait pour cela créer un dehors et un dedans, alors même que le monde entier, sous l'égide de l'AIEA semble prêt à se nucléariser. Les méthodes que nous avons décrites qui tentent de dissimuler, de faire oublier, de rassurer, visent à imposer à tous les citoyens l'adhésion à une idéologie devenue obligatoire quasiment mondialement si l'on en croit les discours prononcés lors de la conférence de l'AIEA précitée. On peut se demander si la situation actuelle ne correspondrait pas à la définition du système totalitaire donnée par Hannah Arendt au milieu du siècle dernier selon laquelle un mouvement est totalitaire en ce qu'il est « international dans son organisation, universel dans sa visée idéologique, planétaire dans ses aspirations politiques¹² ».

Continuer à rappeler les faits afin de ne pas tomber dans l'oubli, est certainement le rôle majeur qui peut être le notre. Ni la solidarité, ni la culpabilité n'ont de place ici. Il s'agit d'assumer notre responsabilité et de prendre parti dans les choix politiques et sociétaux qui s'avèrent être vitaux pour nous, individuellement, en tant qu'être humain sur la terre.

12 Hannah Arendt, *The Origins of the Totalitarianism*, Harcourt Brace and Co., 1951.